

De : DEDOUIT Laure <laure.dedouit@culture.gouv.fr>
Envoyé : lundi 10 mars 2025 12:17
À : HEBERT Valerie <v.hebert@caenlamer.fr>
Objet : Modification simplifiée n°2 du PLU de Colombelles

Madame,

Dans le cadre de la consultation du Service Régional de l'Archéologie pour la procédure de modification simplifiée n° 2 du PLU de Colombelles ayant pour objets :

- La suppression des OAP sur la ZAC Libera
- La mise à jour des OAP sur la ZAC Jean Jaurès pour la prise en compte de la réalisation de grandes infrastructures de déplacement projetées
- La modification du cadre réglementaire du secteur 1AUw pour l'implantation d'équipement culturel tel le projet « Normandy Memory » (se traduisant par la suppression de la possibilité de création de logements, par la mise à jour de l'OAP pour préservation de la frange ouest du plateau, par la facilitation de la densification de constructions sur la partie du site urbanisable en réduisant les reculs prescrits),

Je vous informe que le Service Régional de l'Archéologie n'a pas de remarque à apporter.

Dans tous les cas de figure, des découvertes fortuites sont toujours possibles. Je vous rappelle que ces découvertes fortuites sont protégées par l'article L.531-14 du Code du Patrimoine. Le texte indique que, toute découverte fortuite mobilière ou immobilière intéressant la préhistoire, l'histoire, l'art, l'archéologie ou la numismatique, doit être signalée immédiatement à la Direction régionale des affaires culturelles de Normandie (Service Régional de l'Archéologie), par l'intermédiaire soit de la Mairie soit de la Préfecture du Département. Les vestiges découverts ne doivent en aucun cas être aliénés ou détruits avant l'examen par un spécialiste mandaté par le Conservateur régional. En outre, ces sites sont protégés par l'article L. 322-3-1 du Code Pénal précisant que : " La destruction, la dégradation ou la détérioration est punie de sept ans d'emprisonnement et de 100 000 € d'amende lorsqu'elle porte sur (...) le patrimoine archéologique, au sens de l'article L. 510-1 du code du patrimoine ".

Conformément au Livre V du Code du Patrimoine et notamment l'article R. 523-4, tous les projets de lotissement et Zones d'Aménagement Concerté affectant une superficie supérieure à 3 hectares, les aménagements précédés d'une étude d'impact, les travaux soumis à déclaration préalable, les travaux sur immeubles classés au titre des Monuments Historiques seront transmis pour avis à la Direction Régionale des Affaires culturelles (Service régional de l'Archéologie). Ils pourront le cas échéant faire l'objet de prescriptions archéologiques.

Je vous informe que le Service Régional de l'Archéologie ne pourra pas assister aux réunions de concertation qui suivront.

Vous souhaitant bonne réception,
Cordialement
Laure Dédouit

Laure Dédouit
Service Régional de l'Archéologie – site de CAEN
Carte archéologique
02 31 38 39 35
laure.dedouit@culture.gouv.fr

Direction régionale des affaires culturelles de Normandie
13 bis, rue Saint-Ouen 14052 Caen Cedex 4
<https://www.culture.gouv.fr/Regions/Drac-Normandie>